

et accroissent leurs pratiques de subventions. Tel est donc le milieu international dans lequel le Venezuela et le Canada cherchent à prospérer.

Individuellement, aucun de nos deux pays n'est assez puissant pour imposer nos solutions favorites, mais, de concert avec d'autres nations, nous devons oeuvrer à faire avancer nos intérêts vitaux. Nous devons convaincre les nations et blocs commerciaux plus importants que leurs propres intérêts vitaux seraient mieux servis dans un monde qui oeuvre collectivement. Le Canada voit dans les pourparlers du GATT à la fois un moyen de réduire les barrières commerciales et de promouvoir la libéralisation du commerce et une tribune clé pour la future coopération internationale. Nous craignons et nous combattons l'isolationisme, le protectionnisme et les systèmes de subvention abusifs. À Punta Del Este, nous prônerons non seulement la coopération et la consultation, mais même aussi, dans la mesure du possible et si nécessaire, la coordination des politiques qui ont été convenues par les sept au Sommet de Tokyo.

Dans leur forme moderne, le Venezuela et le Canada sont tous deux de nouveaux pays. Nous nous sommes développés très rapidement en nous servant des systèmes commerciaux internationaux pour canaliser la croissance économique. Ces dernières années, de lourds fardeaux de la dette ont entravé le développement économique de nombreux pays. Afin de pouvoir assurer le service de leur dette, ces pays ont réduit leurs importations pour dégager suffisamment de fonds en devises étrangères et assumer ainsi les paiements essentiels. Ces restrictions au niveau national ont nui au système commercial mondial en général et, à divers degrés, aux partenaires commerciaux individuels. Le Canada appuie vivement le consensus qui s'est dégagé en faveur de politiques d'ajustement axées sur la croissance. Nous croyons que le plan Baker reconnaît cet impératif et, même si beaucoup reste à faire pour concrétiser ce plan, je suis heureux de constater que la situation des nations débitrices est maintenant envisagée dans une perspective de croissance.

Le Canada a oeuvré avec acharnement et de façon suivie en faveur de politiques propices à la baisse des taux d'intérêt au niveau international. Cela a entraîné un douloureux ajustement aux niveaux de nos attentes économiques et de notre rendement dans la lutte contre l'inflation. Nous avons eu des succès remarquables, même si la victoire n'est jamais définitive. Nous avons aussi cherché à encourager nos partenaires commerciaux plus puissants, dont les politiques déterminent les taux d'intérêt internationaux, à adopter des politiques favorables à la baisse de